



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 426 du 27 mars 2026

De l'agression criminelle de Trump-Netanyahou au choc énergétique, la fuite en avant du capitalisme sénile, prédateur et destructeur qui menace l'économie mondiale

Après un mois de destructions, de massacres et d'assassinats perpétrés par « la furie » guerrière des armées US et israéliennes en Iran, pas un des « experts » qui se succèdent dans les médias ne s'aventure à en prévoir l'issue. Trump et Netanyahou, pantins criminels au service du capital, semblent naviguer à vue, entre bluff et incohérences.

Ces incohérences sont celles de leur politique, prise entre leur volonté de faire plier leur ennemi sous des tapis de bombes et de missiles, et la nécessité de faire face aux retours de bâton de leurs exactions, aussi bien sur le plan militaire qu'économique, comme le choc énergétique consécutif au blocage du détroit d'Ormuz par l'Iran.

Tandis que Netanyahou poursuit sans relâche ses crimes au Liban, Trump multiplie les annonces contradictoires, entre la barbarie du chantage à la destruction des centrales électriques de l'Iran, la préparation d'une intervention terrestre, et l'annonce de « *très bonnes et productives discussions* [avec l'Iran] *pour une résolution totale* »...

Cette annonce, lundi, a fait chuter le prix du pétrole. Comme par hasard, un quart d'heure avant et en deux minutes, entre 580 et 650 millions de dollars de brut, dix fois plus qu'en temps normal, était échangés. Une telle vente au prix fort avant que les prix ne chutent est la signature d'un « délit d'initié », un service rendu par Trump ses richissimes amis qui ont pu profiter de l'aubaine, et certainement à lui-même et sa famille.

Aujourd'hui, Trump menace l'Iran de « l'enfer » et planifie l'envoi de 10 000 soldats, tout en repoussant, pris de panique devant sa propre monstruosité, son ultimatum au 6 avril en espérant réunir une coalition pour imposer le contrôle des USA sur le détroit d'Ormuz... Selon la formule cynique du secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, « *On négocie avec des bombes* ».

Trump et Netanyahou sont entraînés -et entraînent avec eux la planète- dans une fuite en avant, une guerre sans fin et sans limites, une guerre globale tant par ses objectifs que par ses répercussions.

L'actualité quotidienne est la démonstration concrète que géostratégie économique et militaire ne font qu'un. Cen-

sée répondre aux besoins du capitalisme US, cette stratégie pourrait faire de l'Iran un nouvel Afghanistan ou un nouvel Irak, accentuer son déclin tout en accentuant les contradictions du capitalisme financier mondialisé, menaçant de précipiter sa ruine.

Les effets collatéraux d'une guerre globale, un choc énergétique aux répercussions mondiales

Le blocage du détroit d'Ormuz par les forces armées iraniennes en riposte à l'agression américano-israélienne coupe une route maritime par laquelle circulent 20 % de la production mondiale de gaz et de pétrole ainsi que de nombreux autres produits indispensables à l'économie mondiale, dont les engrais. Les prix du gaz et du pétrole se sont envolés, + 35 % pour le gaz tandis que le baril de pétrole est passé de 60 à plus de 110 dollars, et ces hausses pourraient être bien supérieures en cas de poursuite des destructions d'installations de production. La population du monde entier est directement impactée, y compris aux Etats-Unis où les prix du gaz et des carburants ont presque doublé. Des hausses qui se répercutent à l'ensemble du tissu industriel mondial, initiant une nouvelle période d'inflation.

Ce choc intervient dans un contexte déjà marqué par de multiples menaces : bulle financière de l'intelligence artificielle, développement des risques liés au crédit privé comme à la dette publique, forte concentration des marchés boursiers, ralentissement de l'économie mondiale, inflation... La combinaison de tous ces facteurs, aggravée par les effets de la guerre économique et militaire dans une économie mondialisée interdépendante et interconnectée inquiète fortement le monde de la finance.

Pour le moment le système a absorbé les chocs mais si la guerre de Trump-Netanyahou démontre la nature prédatrice et destructrice du capitalisme sénile, elle montre aussi à quel point, dans un monde aussi connecté, un tel choc pourrait provoquer un krach majeur, un effondrement du système.

Le capitalisme financiarisé mondialisé sous la menace d'un krach

« *Dettes privées, danger public* » titraient *Les Echos* du 19-03 pointant la crise qui couve depuis quelques mois aux USA dans le secteur financier dit du « crédit privé ». Ce secteur est constitué de fonds spécialisés dans le crédit à des entreprises non cotées en bourse à qui les banques « classiques » refusent un crédit faute de perspectives de rentabilité suffisante. Les taux pratiqués sont d'autant plus élevés que le crédit est « à risque », une perspective juteuse qui n'a pas manqué d'aiguiser les appétits... de ces mêmes banques « classiques » qui investissent dans les fonds spécialisés, voire créent leurs propres fonds de « crédit privé ». Mais la dégradation de la situation économique menace de transformer l'aubaine en déroute... En octobre dernier les faillites aux Etats-Unis de deux sociétés de petite taille se sont répercutées, à travers les banques qui leur avaient accordé leurs crédits, à l'ensemble du secteur bancaire, faisant craindre à certains une « *nouvelle crise des subprimes* », la crise de l'immobilier qui avait déclenché aux Etats-Unis la crise de 2007-2009. En novembre, BlackRock perdait 150 millions de dollars du fait de la faillite d'une autre entreprise...

Tout autant que les pertes financières, ce qui préoccupe les banquiers, c'est la crainte que, devant la menace de perdre leur mise, les « investisseurs » qui ont placé leur argent dans les fonds de crédit privé ne se précipitent pour les retirer en masse, déclenchant une réaction en chaîne se transmettant de banque en banque jusqu'à un blocage du crédit interbancaire. Le risque est bien réel : depuis le début de l'année, les demandes de retrait auprès du seul BlackRock ont atteint 1,2 milliard de dollars, un cas parmi d'autres. La menace est prise au sérieux par de grandes banques comme JP Morgan qui vient de réduire son « *exposition au crédit privé* ».

Wall Street est aussi l'objet des préoccupations du monde de la finance. Une poignée de très grandes entreprises technologiques, autour des « 7 magnifiques » (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft, Tesla, Nvidia) concentre l'essentiel des capitalisations boursières de la bourse de New York. Cette concentration fragilise le marché dans son ensemble, la chute d'un seul de ces grands groupes pouvant entraîner tout le reste.

L'euphorie boursière qui a conduit à l'envolée des cours de la « tech » au cours des deux années passées était portée par les espoirs liés au développement de l'intelligence artificielle. Mais ces espoirs ont été, pour une part, douchés par le constat que l'IA ne tient pas ses promesses de productivité. Cela s'est traduit en ce début d'année par de sévères chutes des cours, avant-goût de la panique qui pourrait emporter le château de cartes. La menace vient aussi du « monde réel ». Le développement de l'IA repose sur des infrastructures dont le fonctionnement et les approvisionnements (réseaux, centres de données, puces et autres semi-conducteurs, etc.) sont directement exposés aux tensions internationales. Par ailleurs, la production de systèmes d'IA est loin d'être rentable et exige

des investissements colossaux. La « guerre de l'IA » que se mènent les géants de la tech se fait au prix d'un endettement massif qui les fragilise et contribue à alimenter les « doutes » des marchés.

L'emballement de la dette publique sous la pression des politiques militaristes et de l'armement, la guerre contre les travailleur-es et les classes populaires

« *Ça coûte cher de tuer les méchants* » ... C'est par ces mots que le secrétaire à la Guerre US justifiait, il y a une semaine, la demande au Congrès d'une rallonge de 200 milliards à cause de la guerre en Iran, qui aurait déjà coûté plus de 20 milliards. A une échelle moindre mais tout aussi folle, Lecornu annonçait ce mercredi à l'Assemblée une enveloppe supplémentaire de 8,5 milliards d'euros pour commander des munitions en plus des 16 milliards déjà votés en 2023...

Ces milliards engagés dans la course délirante aux armements viennent grossir des dettes publiques qui ont connu une croissance exponentielle ces dernières années du fait de la politique du « quoi qu'il en coûte » de la période Covid, plus généralement du maintien sous perfusion des grands groupes multinationaux par les Etats, aux côtés des Banques centrales. A l'échelle de la planète, le montant des dettes publiques s'élevait fin 2025 à 61 000 milliards de dollars, 93 % du PIB mondial. Celle de la France était de 3482 milliards d'euros (4000 milliards de dollars), 117,4 % du PIB. Celle des Etats-Unis, 38 000 milliards de dollars, 120 % du PIB. Elles explosent aujourd'hui avec la recrudescence de la course aux armements.

Et tandis que le montant des dettes publiques s'envole, c'est fête pour les requins des marchés obligataires : les taux auxquels ils prêtent de l'argent aux Etats grimpent à leur tour, augmentant d'autant la facture que ces derniers paient chaque année en intérêts. Facture qui est présentée aux travailleur-es, à la population, concrétisée ici par le budget de guerre sociale imposé par Lecornu avec le soutien du PS.

Ces politiques d'austérité, en diminuant le pouvoir d'achat global, sont un facteur de récession économique supplémentaire dans une économie déjà en quasi-stagnation. S'y ajoutent, conséquence du choc énergétique, les hausses de prix de l'ensemble des produits et services de consommation courante ou destinés à la production. Selon un rapport de la BCE du 19 mars, « *La guerre au Moyen-Orient a rendu les perspectives significativement plus incertaines, créant un risque à la hausse pour l'inflation et un risque à la baisse pour la croissance économique* ». Faute de pouvoir faire des prévisions dans le contexte d'incertitude ambiant, la BCE a établi divers scénarios. Selon « *le plus optimiste* », l'inflation en zone euro pourrait augmenter de 2,6 % contre 1,9 % initialement prévus, tandis que la prévision de croissance baisse de 1,2 % à 0,9 %. Selon « *le plus pessimiste* », l'inflation pourrait grimper à 4,8 % et la croissance chuter à 0,4 %. Cela illustre l'impuissance des grandes institutions financières face aux conséquences

du choc énergétique et que l'économie européenne, à l'instar de l'économie mondiale, entre dans une nouvelle spirale inflationniste sur fond de stagnation économique, une nouvelle période de stagflation.

Certains Etats européens ont pris diverses mesures pour en atténuer les conséquences matérielles et surtout politiques, sous forme d'aides à certains secteurs, de diminutions de taxes, etc. Ces mesures cosmétiques sont impuissantes face à la stagflation. Elles se font au prix d'une nouvelle aggravation de la dette des Etats, un pas de plus dans le cercle vicieux et destructeur de contradictions qui se nourrissent mutuellement.

La mondialisation de la guerre économique et militaire par les USA pourrait se retourner contre eux et le capitalisme sénile

L'aventure criminelle de Trump-Netanyahou provoque une catastrophe matérielle et humaine qui a déjà fait des milliers de morts, accumulé les destructions. Elle se retourne aussi contre ses propres initiateurs, le choc énergétique qui en résulte pouvant entraîner l'économie mondiale dans un krach aux dimensions sans précédent.

En effet, cette guerre n'est pas le simple produit de la folie sanguinaire des deux chefs paranoïaques. Elle est le fruit pourri de la faillite économique et financière du capitalisme financiarisé mondialisé qui enfante de tels dirigeants. Depuis la crise des années 2007-2009, l'économie mondiale subit un ralentissement chronique qui exacerbe la concurrence que se livrent les grandes multinationales. Les conflits militaires actuels en sont la conséquence, la transformation de la concurrence en guerre commerciale, puis en guerre tout court.

Les Etats-Unis et leurs vassaux occidentaux en sont les premiers responsables, s'acharnant à défendre une hégémonie occidentale devenue impossible dans un monde où les rapports de force économiques et politiques ont été profondément bouleversés depuis les années 1970-1980. C'était alors la fin du vieux monde impérialiste sous les coups de la vague des révolutions coloniales d'après la deuxième guerre mondiale et le début de l'offensive néolibérale. La situation géopolitique et géoéconomique actuelle est le résultat des processus historiques qui se sont produits au cours de ce demi-siècle. Les anciennes colonies sont devenues des pays capitalistes à part entière, partie prenante à des degrés divers d'une économie marchande mondialisée soumise à une oligarchie financière ultra minoritaire. Les capitaux des classes dominantes des puissances impérialistes ont contribué à créer de nouvelles puissances qui, comme la Chine et autres pays émergents, contestent aujourd'hui leur pouvoir économique, défient leur puissance militaire.

Ce processus s'est accompagné d'une accentuation des contradictions inhérentes au mode de production capitaliste à un niveau tel qu'elle conduit le capitalisme au krach, à l'effondrement. Les processus de création de valeur réelle - biens et services mais aussi profits -, régressent, étouffés par l'hypertrophie d'une sphère financière hors

contrôle, gonflée de capitaux et de profits toxiques nés de l'euphorie spéculative. Le mécanisme d'accumulation qui fonde le capitalisme est en panne et ce dernier n'a pas d'autre solution, pour retarder le krach inéluctable qui le menace, qu'une fuite en avant autodestructrice.

La guerre de Trump-Netanyahou est en même temps une conséquence - la guerre et le militarisme comme arme dans la concurrence mondiale pour l'appropriation du profit - et un facteur aggravant dont on ne peut prévoir les rythmes. La seule certitude est que les expédients économiques et militaires de l'oligarchie financière censés répondre à la crise du système ne font que l'aggraver. Il ne peut y avoir de « victoire » dans le terrible affrontement dont le Moyen-Orient est aujourd'hui le principal terrain mais qui entraîne déjà l'ensemble des peuples dans cette folie destructrice.

La fuite en avant dans la guerre et le militarisme complément de la guerre économique et technologique, la longue marche funèbre du capital

Cela n'est pas la première fois dans l'histoire du capitalisme qu'une crise d'accumulation menace l'existence même du système, provoquant les « grandes crises » du passé (1873-95 ; 1929 ; 1970-80...). Mais si le capitalisme avait pu alors les surmonter, à travers une guerre de classe acharnée, c'est parce qu'il avait alors trouvé de nouveaux terrains d'expansion, de nouvelles terres où exporter ses capitaux, les faire fructifier en exploitant de nouvelles ressources naturelles et des populations nouvelles.

Cela n'est plus possible aujourd'hui. Le mode de production capitaliste, financiarisé et mondialisé, se heurte à ses ultimes frontières, tant géographiques qu'écologiques. Il n'a pas d'autre perspective pour maintenir sa domination, que l'exacerbation de la guerre commerciale, militaire et de classe, du pillage de la Terre et de la surexploitation des hommes et des femmes, la fuite en avant vers un krach financier majeur, la destruction du capitalisme par lui-même, créant ainsi les conditions objectives et subjectives de la transformation révolutionnaire de la société par le prolétariat mondial.

Ce qui se joue sous nos yeux sont les prémices de ce vaste affrontement entre la folie de classes dominantes dépassées, « hors contrôle », entraînant l'humanité vers une catastrophe et la classe progressiste et moderne du prolétariat porteuse d'un nouveau mode de production conscient et rationnel. « *À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves* » écrivait Marx dans sa préface à [Critique de l'économie politique](#), avant de poursuivre : « *Alors s'ouvre une époque de révolution sociale* »...

La théorie de l'effondrement qui fonde, pour le marxisme, la marche inéluctable du capitalisme vers son propre dépassement, vers la révolution socialiste mondiale se réalise à un niveau jamais atteint dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Oui, la nécessité et la possibilité d'une révolution sociale mondiale est portée par l'effondrement du mode de production capitaliste qui s'opère sous nos yeux en mode accéléré. C'est la seule issue possible qui s'ouvre à l'humanité travailleuse, au prolétariat mondial, pour mettre un coup d'arrêt à la marche à la catastrophe où la sénilité du capitalisme l'entraîne. C'est-à-dire pour construire un autre monde, socialiste, communiste, en prenant collectivement et démocratiquement le contrôle de la société afin de mettre les moyens de production créés par notre travail au service de la satisfaction des besoins de toutes et tous.

La lutte contre la guerre, le militarisme, la solidarité avec les exploités d'Iran, la lutte internationaliste contre notre propre bourgeoisie

Au regard de la situation internationale qui détermine et conditionne la vie des nations, l'évolution des luttes de classes, la dernière séquence électorale a constitué un spectacle dérisoire et pathétique où se sont affrontées des forces institutionnelles prétendant défendre qui une « France nouvelle », qui une « France ancienne » et, vis-à-vis de la guerre, la même attitude patriotarde et belliciste... Leur contestation de la fureur guerrière actuelle ne dépasse pas la défense d'un droit international qui n'a jamais été autre chose que la défense du droit des grandes puissances capitalistes. Quant à Macron, il s'aligne sur Trump-Netanyahou, faisant de l'Iran le responsable de la situation, qu'il appelle sans crainte du ridicule à « *s'engager de bonne foi dans les négociations en vue*

d'une désescalade ». Cela tout en lançant la construction du porte-avion « France libre »...

Le monde du travail et la jeunesse sont, eux, confrontés à la réalité brutale. Chacun·e peut déjà mesurer le choc que constitue pour notre pouvoir d'achat le bond du prix des carburants. Une nouvelle régression sociale menace avec la stagflation qui s'installe et qui se traduira probablement par une recrudescence de faillites d'entreprises, une vague de licenciements, une aggravation du chômage. Lutter contre cette régression sociale, refuser leur politique d'austérité et les conséquences de l'inflation et de la récession économique, refuser de payer le prix de leur guerre est indissociable de la lutte pour en finir avec leur cause réciproque et commune, le capitalisme sénile.

C'est aussi notre solidarité avec la population iranienne victime de la dictature des mollahs et de l'agression des USA et d'Israël. Ainsi que l'écrivent les camarades de *Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran*, « *La véritable libération des peuples d'Iran face à la tyrannie, à la pauvreté, aux inégalités et à l'injustice repose entièrement entre ses mains. La guerre peut certes bouleverser l'équilibre des forces, affaiblir le régime ou le rendre plus brutal, mais elle n'apporte pas la liberté en cadeau.*

La liberté, l'égalité et l'émancipation sociale ne peuvent être conquises que par l'action consciente et organisée des peuples eux-mêmes, dans une lutte qui reprendra une fois le fracas des missiles et des bombes retombé, au cœur même de la société. »

Cette lutte est une lutte internationaliste, sans frontière, elle est la nôtre, notre programme, celui de la lutte contre notre propre bourgeoisie pour en finir avec le capitalisme, l'oppression des travailleur·es et des peuples, un programme révolutionnaire d'indépendance de classe.

Daniel Minvielle